

**SciencesPo**

PROGRAMME DE RECHERCHE ET  
D'ENSEIGNEMENT DES SAVOIRS  
SUR LE GENRE

# CRAFTSWOMANSHIP

DE L'INCLUSION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES  
FEMMES MIGRANTES ET RÉFUGIÉES EN  
EUROPE



*Rapport rédigé par Isabella Brandes, Eva Korn, Qin Miao, Sreya Nath et Martina Sole, étudiantes et étudiant en Master à Sciences Po en 2022, sous l'œil attentif de Nest et grâce au soutien financier de Women Forward International.  
Traduction : Juliette Rivens.*

*Image de couverture © Associazione Terra Verde*

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

## 1. LES ENTRAVES À L'INCLUSION SOCIO-ÉCONOMIQUE

L'inclusion socio-économique des femmes migrantes et réfugiées est entravée par différents types d'obstacles dans les pays d'accueil étudiés.

### 1. Les routes migratoires et les obstacles gouvernementaux freinent l'intégration

Les procédures réglementaires et les services fournis dans les pays d'accueil n'étant pas forcément perçus comme ouverts par les migrantes et les migrants, ces derniers se sentent moins accueillis et encouragés à faire partie de la société. **Les retards dans les demandes d'asile et le renvoi forcé** de la part des gouvernements inquiètent les migrantes et les migrants, ce qui crée un climat d'insécurité et ne les incite pas à prendre part activement à la vie de leur pays d'accueil. Par exemple, les déplacements et les entretiens réalisés en Grèce ont révélé que dans ce pays, il y avait davantage d'incitations à apprendre des langues autres que le grec (comme l'allemand et l'anglais), encourageant ainsi implicitement les migrantes et les migrants à quitter la Grèce pour continuer leur trajet vers d'autres pays européens. La perception sous-jacente était que les migrants en général ne seraient pas perçus positivement en Grèce et qu'ils feraient mieux de se diriger vers un autre pays.

Mais le plus grand obstacle à l'emploi formel des migrantes et des migrants, ce sont surtout les longues périodes d'attente avant d'obtenir **légalement le droit de travailler**, car cette attente s'étend souvent sur plusieurs années. À cet égard, les processus de demande au Royaume-Uni et en Grèce sont très lents et le taux d'acceptation par an est faible. Sans la possibilité de travailler légalement, les migrantes et les migrants ne peuvent obtenir de stabilité financière ni parvenir à s'intégrer économiquement. L'incertitude que doivent supporter les femmes migrantes et réfugiées a des répercussions négatives sur leur motivation personnelle et empêche une planification efficace de leur avenir professionnel. Cette incertitude est également un facteur d'attraction pour le secteur informel, caractérisé par un niveau de sécurité moindre, une vulnérabilité plus élevée et un risque pour les travailleuses d'être exploitées et sous-payées. Dans certains cas particuliers, il existe des procédures simplifiées vers la migration légale. Par exemple, en Grèce, certaines personnes étaient en transit pour rejoindre le Canada depuis l'Afghanistan, tandis qu'en France, il existe des programmes d'accueil pour les migrantes et les migrants originaires des anciennes colonies françaises, comme l'Algérie.

### 2. Plusieurs obstacles limitent l'accès aux services et aux opportunités

#### ***La discrimination et l'exploitation***

Les migrantes et les migrants ont souvent été victimes de discrimination dans leur recherche d'emploi, de logement ou dans l'accès aux services. Nombre d'entre eux ont sciemment omis d'indiquer qu'ils étaient migrants ou réfugiés au cours de leurs conversations avec les habitants de la région pour éviter d'être « vus différemment ». Pour certaines femmes n'ayant accès à aucune ressource financière, le travail du sexe, dit « sexe de survie », représente une source d'emploi viable, mais ces femmes sont particulièrement vulnérables à la violence sexiste et à l'exploitation, et elles supportent un haut niveau de stress financier.

#### ***L'emplacement du logement***

Le lieu de vie des migrants ne permet pas toujours un accès au marché du travail et un déménagement s'avère souvent difficile. Par exemple, au Royaume-Uni, les migrantes et les migrants ont rencontré des difficultés à trouver un logement abordable à proximité de lieux d'emplois potentiels. Dans le nord de la Grèce, il y a une forte demande de main-d'œuvre dans l'industrie textile et les femmes réfugiées et migrantes qui développent

ces compétences dans les associations d'Athènes ou de Thessalonique pourraient tout à fait correspondre à ces emplois. Cependant, ce sont des emplois principalement situés dans des zones rurales, et les femmes ne veulent pas forcément aller y travailler, car il y a plus de risques associés. Cet éloignement géographique des centres urbains entrave l'intégration, d'autant que l'installation dans une zone rurale implique aussi d'avoir moins de ressources spécifiques aux migrants à disponibilité que dans les milieux urbains. Les barrières linguistiques peuvent également être plus marquées lorsque les populations sont moins diversifiées. De plus, l'éloignement des migrantes et des migrants de leur propre communauté peut créer un sentiment d'isolement. **Les camps de réfugiés** sont généralement isolés, dans les zones rurales, loin du reste de la société. Outre la création d'une frontière sociale et mentale entre les migrants et le reste de la société, cette barrière géographique freine également l'inclusion économique des migrantes et des migrants (accès aux services, marché du travail, etc.).

### ***La reconnaissance de l'ensemble des compétences ou des autres qualifications***

Le manque de reconnaissance des diplômes étrangers et de l'expérience professionnelle des migrantes et des migrants les mettent en difficulté pour trouver un travail dans leur domaine. Même si la plupart ne sont pas des employés de bureau, ceux qui arrivent en étant hautement qualifiés rencontrent des difficultés à retrouver un emploi d'un niveau et d'un salaire équivalent, en particulier à court terme, puisqu'ils occupent souvent des emplois pour lesquels ils sont surqualifiés.

### ***Les compétences linguistiques***

Les compétences linguistiques représentent l'un des facteurs les plus importants pour l'inclusion socio-économique des migrantes et des migrants. Les compétences linguistiques antérieures de certains migrants (par exemple, pour ceux qui émigrent depuis des pays francophones ou anglophones) expliquent leur préférence spécifique pour certains pays européens. Lorsqu'il n'est pas possible pour eux de s'installer dans le pays de leur choix, la barrière linguistique peut amplifier d'autres problématiques, comme la surqualification. Souvent également, les migrantes et les migrants n'ont pas une pleine compréhension du marché du travail ni du parcours bureaucratique à effectuer pour remplir les formulaires, être régularisé, etc. Cela s'explique par la barrière linguistique, mais pas uniquement.

### ***Le manque de compétences technologiques***

Dans la plupart des cas, les femmes migrantes et réfugiées manquent de compétences dans la vente de produits en ligne sur les plateformes de commerce électronique ou dans la gestion d'un site Web, des réseaux sociaux, etc. Les plateformes en ligne dont elles disposent sont souvent laissées de côté. De même, les organisations et les associations ont souvent des capacités technologiques limitées.

### ***La discrimination de genre (deux poids, deux mesures)***

**Les femmes migrantes** doivent faire face à un double désavantage en matière d'intégration, en raison de normes et d'attentes sociales bien ancrées, telles que la prise en charge des tâches de soins non rémunérées au sein de la famille. Puisqu'on attend d'elles qu'elles s'occupent des enfants, cela limite leur capacité à quitter la maison et constitue l'un des plus grands obstacles à leur mobilité socio-économique. En matière de services disponibles, nombre de services répondent aux besoins spécifiques de groupes vulnérables, comme les femmes enceintes, les mères célibataires, les femmes ayant connu des violences sexistes ou domestiques, etc. **Les hommes migrants**, en comparaison, disposent de moins de services qui leur sont particulièrement adaptés, car ils sont souvent perçus comme moins vulnérables, ce qui peut contraster avec le fait qu'ils arrivent souvent par eux-mêmes, avec peu ou pas de liens familiaux. Certaines femmes se sont senties découragées par le manque de soutien perçu.

## **2. LES POSSIBILITÉS D'INCLUSION SOCIO-ÉCONOMIQUE GRÂCE AU SECTEUR DE L'ARTISANAT EN PARTICULIER**

Le secteur artisanal n'est pas le plus facile d'accès en termes d'emploi : même dans les organisations ciblant les compétences artisanales, les femmes étaient employées de manière disproportionnée pour des travaux de nettoyage, du travail domestique ou d'autres tâches sexospécifiques qui leur étaient accessibles malgré les barrières linguistiques, mais qui sont souvent associées à des taux d'exploitation plus élevés. En Italie, un bon nombre de migrantes et de migrants avaient en arrivant des attentes simples et réalistes, en ayant conscience des réalités du marché du travail italien caractérisé par une demande en main-d'œuvre peu qualifiée. Cette demande implique de s'adapter à la majorité, constituée d'une main-d'œuvre peu qualifiée, et de mettre en œuvre des mesures de soutien pour obtenir des capacités de plein emploi relativement rapidement.

### **1. Les obstacles spécifiques aux arts et à l'artisanat**

#### ***L'aspect traditionnel de la production artisanale***

Bien que les secteurs de l'art et de l'artisanat soient florissants dans les pays étudiés, ils sont plus difficiles d'accès pour les migrantes et les migrants, car ce sont des secteurs souvent dominés par de petites entreprises familiales où le recrutement se base sur les liens familiaux ou les relations personnelles.

#### ***La discrimination***

Parfois, les employeurs ont activement fait preuve de discrimination dans l'embauche de travailleurs migrants et réfugiés, car selon eux, certains biens artisanaux, très étroitement liés à l'héritage du pays, ne devraient être produits que par les ressortissants nationaux et générer des revenus pour eux exclusivement.

### **2. Les possibilités d'inclusion**

#### ***Les compétences artisanales et l'expérience***

L'artisanat étant un secteur basé sur les compétences informelles plutôt que sur les diplômes ou les certifications (comme les métiers d'avocat, de médecin ou de banquier), certaines des femmes que nous avons rencontrées avaient des compétences préexistantes, qu'elles avaient acquises au sein de leur communauté d'origine et qu'elles pouvaient exploiter.

#### ***La transférabilité***

Le travail artisanal est une compétence qui est encore plus transférable que l'apprentissage d'une langue si les migrantes et les migrants ne prévoient pas de rester dans le pays à long terme (en particulier en Grèce), car elle pourra être utile, quel que soit le lieu d'arrivée.

## **3. LES COOPÉRATIVES SOCIALES, LES ASSOCIATIONS ET LES ORGANISATIONS À BUT NON LUCRATIF COMME VOIES D'INCLUSION**

De manière générale, les coopératives sociales, les associations et les organisations à but non lucratif représentent des passerelles viables pour favoriser l'inclusion socio-économique des femmes migrantes et réfugiées. Dans la plupart des cas, les organisations dont il est question dans le présent rapport ont été spécifiquement créées dans ce but et ont une compréhension complète de la situation de cette population, ce qui leur permet de répondre correctement à ses besoins spécifiques. Par exemple, nombre de ces organisations ne demandent pas aux migrantes et aux migrants de préciser leur statut, afin de ne pas les

inquiéter ou les étiqueter. À bien des égards, ces organisations disposent de ce qui manque souvent aux femmes migrantes et réfugiées (en particulier les premières arrivées) : des capacités organisationnelles, des fonds, des compétences linguistiques, une bonne compréhension de la bureaucratie locale, ainsi que des réseaux de services (éducation, soins de santé, logement). Dans la plupart des cas, l'un des premiers rôles joués par ces organisations est de fournir un lieu sûr et accueillant à une population vulnérable, un espace souvent considéré par les migrantes et les migrants comme leur premier foyer après avoir quitté leur pays d'origine. Au niveau de la famille et de la communauté, il est plus facile pour les femmes migrantes et réfugiées de trouver une communauté au sein de leurs groupes de migrants, mais également en ville. Beaucoup de femmes trouvent un emploi et développent un ensemble de compétences en travaillant avec les associations, et cela leur permet de s'intégrer socio-économiquement. Mais pour qu'un tel modèle d'intégration par le travail fonctionne, plusieurs aspects doivent être pris en compte.

## 1. Le lieu

De nombreuses organisations essayent de s'installer dans des endroits centraux ou d'organiser des transferts en bus depuis les camps de réfugiés pour favoriser l'accessibilité. Pour des questions de sécurité des femmes, certaines organisations peuvent se faire plus discrètes, car il peut être risqué d'afficher publiquement que des femmes vulnérables vivent dans tel ou tel endroit (en particulier pour les femmes qui ont été victimes de violence domestique et qui ne veulent pas être reconnues par leur agresseur) et en raison de la discrimination à l'égard des migrants en général (certaines communautés ne veulent pas de migrants à proximité de chez elles). D'autres organisations tentent de mettre en place une politique de porte ouverte pour impliquer les migrants au sein de la communauté (par exemple, en s'implantant volontairement dans des quartiers vulnérables à faible revenu, où des migrants vivent peut-être déjà – ou au contraire en s'installant dans des quartiers plus riches pour les intégrer à la communauté locale et normaliser l'expérience de la communauté migrante). En Italie, en Grèce et en France, les organisations à but non lucratif ne s'adressaient pas exclusivement aux migrantes et aux migrants, mais étaient ouvertes et proposaient leurs événements et leurs activités à tous, afin de mettre en évidence ce que les migrantes et les migrants apportent à la communauté et de favoriser leur inclusion socio-économique. Par exemple, en France et en Grèce, elles organisaient des événements spécifiquement à destination des habitants locaux.

## 2. La capacité organisationnelle

La capacité organisationnelle est un facteur central. De nombreuses organisations ont mis l'accent sur une **approche holistique**, en concentrant plusieurs services, tels que le logement, un centre de soins de jour, des services de santé, la gestion de dossier, la garde d'enfants et des opportunités d'emploi dans un seul et même lieu. Le grand avantage, c'est que les nombreuses procédures bureaucratiques pouvant parfois être déroutantes sont prises en charge, ce qui améliore l'accessibilité des services. Notons toutefois que la prestation de certains de ces services est inévitablement temporaire. Par exemple, fournir une aide à la garde d'enfants est une responsabilité gouvernementale et cela représente aussi l'un des moyens les plus efficaces pour la plus jeune génération de migrantes et de migrants de s'intégrer dans leur pays d'accueil. Bien qu'une approche holistique soit souvent l'objectif visé, la réalisation d'un tel modèle d'intégration dépend du savoir-faire et des ressources financières.

## 3. Les possibilités de financement du modèle d'intégration

Le manque de financements est une question clé, au centre des discussions dans tous les pays et pour tous les sujets. Les organisations ne peuvent soutenir qu'un nombre relativement faible de migrantes et de migrants, à cause du manque de financement et de capacités restreintes. Par conséquent, elles limitent souvent leurs services à un type de population spécifique (comme un groupe d'âge ou un sexe), en fonction de la demande ressentie. Ces organisations cherchent à obtenir l'appui des gouvernements pour mieux distribuer les ressources et les possibilités d'emploi, mais aussi pour inciter à l'embauche des femmes vulnérables. Les possibilités d'emploi pour les femmes migrantes et réfugiées sont actuellement faibles et les organisations basées sur l'artisanat tentent d'y remédier en monétisant les biens artisanaux. Elles fonctionnent comme des entreprises sociales et peuvent ne pas être en mesure de répondre à leurs propres besoins

financiers sans l'appui extérieur du gouvernement ou d'autres entités. En France, SINGA participe à un programme de recrutement inclusif en partenariat avec une entreprise. De nombreuses organisations britanniques et grecques se basent sur l'idée de responsabilité sociale des entreprises et la création de produits et de biens corporatifs ayant comme principe la durabilité et le surcyclage. Ces organisations souhaiteraient que des entreprises et des commerces de grande envergure et bien établis bénéficient de dispositions mises en place avec le système public afin de profiter d'avantages fiscaux ou d'autres incitations permettant à de plus en plus de migrantes et de migrants d'intégrer le marché du travail. La rentabilité des ventes varie selon les organisations. Parfois, la rentabilité dépend aussi des réglementations gouvernementales. Par exemple, en Italie, les associations n'ont pas le droit de vendre des biens (mais elles peuvent recevoir des dons ou des contributions bénévoles), ce qui limite leurs ressources financières et donc la possibilité de soutenir financièrement les migrantes et les migrants.

### ***Le financement mixte public-privé et le manque de continuité***

Il peut être compliqué pour les coopératives et les entreprises sociales de recevoir des fonds gouvernementaux parce qu'elles ne relèvent pas de la même catégorie que les organisations à but non lucratif. En Italie, les financements se font en fonction des projets et les organismes reçoivent une subvention fixe pour un projet donné. Par conséquent, il n'y a pas de flux de financement stables et réguliers, ce qui rend difficile le soutien des migrants à long terme, car si un financement est perdu, le projet se termine. En Grèce, les organisations s'appuient sur un mix entre financements institutionnels et financements de projets, issus davantage des ressources de l'UE et de l'ONU que du gouvernement grec. Contrairement au financement national qui est limité, les financements locaux, municipaux ou régionaux sont parfois plus adaptés aux besoins des migrantes et des migrants vivant sur ces territoires, et davantage liés aux organisations existantes. Si elles pouvaient s'appuyer sur **des avantages fiscaux** ou d'autres revenus si les entreprises pouvaient créer de petits emplois comme des emplois de bureau, de main-d'œuvre, des traiteurs ou autres, il n'y aurait pas un surplus de main-d'œuvre quittant la Grèce pour trouver des opportunités d'emploi ailleurs.

## **4. Les compétences et la démarche organisationnelle**

Même si ces organisations sont perçues comme des moyens d'inclusion, tout dépend de ce qu'elles sont en mesure de proposer aux femmes migrantes et réfugiées en termes d'équipements, de compétences et de services. En Italie, il y avait un fossé entre les organisations qui utilisaient l'artisanat comme moyen d'acquérir d'autres compétences (par exemple, la gestion d'un planning et des délais, la coopération, le travail en équipe, etc.) et les coopératives sociales qui mettaient l'artisanat au centre de leur formation professionnelle en vue d'obtenir un emploi dans le secteur artisanal. En Grèce, les compétences linguistiques étaient généralement la première formation proposée aux migrants, suivie par des formations techniques secondaires (réparation de vélos, électricité, ateliers, fabrication de savon – soit une large gamme de compétences). Les cours portaient sur le développement des compétences – allant de la création d'un curriculum vitae (CV) à l'entraînement aux entretiens en passant par des compétences techniques comme la programmation ou l'informatique. Les compétences visées concernaient principalement le niveau débutant à intermédiaire, mais alors même que les migrantes et les migrants étaient motivés pour acquérir des compétences plus avancées, il n'y avait pas de cours pour ce niveau de compétence, car il n'y avait pas de budget pour la mise en œuvre de ce type de programme et de formation ou bien pas d'enseignants disponibles.

*Marketing en ligne et technologique* : il y a un manque de points de vente en ligne permettant aux personnes de vendre leurs produits. La demande que l'on constate actuellement prouve qu'il y a de forts potentiels pour créer des produits, mais pas assez de canaux de distribution. Des initiatives telles que « 10 Million Women » ou « MADE51 » sont très précieuses à cet égard.

De plus, le type de cours et de formation variait selon la demande. Tandis que certaines formations étaient proposées chaque semestre et accessibles via de longues listes d'attente, d'autres ont été développées ad hoc ou proposées en fonction de l'offre et la demande. Certaines organisations ont embauché des enseignants à temps plein, d'autres les ont employés en tant qu'intervenants indépendants ou même comme bénévoles. Dans d'autres cas, ce sont des artisans locaux (par exemple, des fabricants de bijoux) qui ont développé des coopérations à court ou à long terme avec les associations.

## **4. LES COMPÉTENCES ARTISANALES PAR RAPPORT AUX AUTRES COMPÉTENCES DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL : LE BON CRÉNEAU POUR LES ORGANISATIONS**

Détenir une compétence artisanale particulière et savoir créer un environnement professionnel, tout en ciblant spécifiquement les femmes migrantes et réfugiées aux compétences linguistiques très variées constitue un créneau très spécifique. Par conséquent, la qualité et la « beauté » des objets artisanaux ne correspondent pas toujours aux attentes des gens, et tout le monde n'est pas totalement satisfait de ce qui est créé (pas parfaitement personnalisé). Les gens ne sont prêts à acheter que certains produits, qui sont particulièrement beaux et attrayants, ce qui peut être difficile à produire grâce au surcyclage et à d'autres compétences (par exemple, comment créer quelque chose que les gens voudront, à grande échelle, avec les ressources dont l'organisation dispose ?).

### **1. Les avantages**

L'un des avantages des produits artisanaux, c'est qu'ils sont souvent plus durables et que nombre d'entre eux sont composés d'éléments recyclés (grâce, par exemple, à la réutilisation d'objets existants dans les camps de réfugiés en Grèce ou à des dons d'entreprises locales comme c'est le cas en France et en Italie). De plus, les produits artisanaux sont souvent des produits de qualité supérieure. Beaucoup de ces produits ciblent des consommateurs haut de gamme parce qu'ils sont assez chers. En ce sens, seule une quantité restreinte de produits davantage personnalisés est en général créée pour un niveau de prix plus élevé (par exemple, en décrivant l'histoire qui se cache derrière le produit créé). Pour les vêtements, les femmes migrantes et réfugiées portent et présentent souvent elles-mêmes les produits, ce qui leur donne de l'assurance et valorise leur image en tant que femmes belles, capables de présenter et de commercialiser leurs produits. Souvent, les produits sont plus simples (avec par exemple, la création d'un modèle standard d'articles), mais ils intègrent un symbole représentant l'expérience des femmes migrantes (cela a été observé dans tous les pays étudiés). Par exemple, il est souvent ajouté au produit l'histoire et le lieu d'origine des femmes migrantes.

### **2. Les inconvénients**

Le processus de création de ces produits peut être intensif et prendre beaucoup de temps, ce qui complique leur évaluation à un prix équitable, permettant de rémunérer à la fois l'organisation et les femmes pour le travail effectué. Comme il est également très coûteux d'expédier les marchandises, en particulier à l'échelle internationale, il est difficile de cibler les consommateurs plus aisés qui pourraient être davantage intéressés par ce type de produits, mais qui vivent en dehors de la communauté dans laquelle l'organisation est implantée. Par exemple, pour les organisations qui travaillent avec des marques de luxe (au Royaume-Uni, en Italie et en France), cela représente une difficulté, car elles souhaitent cibler davantage de marques de luxe pour obtenir le retour financier dont elles ont besoin pour produire de manière durable, mais les produits ne sont souvent pas à la hauteur des normes qualitatives élevées attendues par les marques de luxe et leurs clients.

## **5. LE RÔLE ET LES RESPONSABILITÉS DES FEMMES MIGRANTES ET REFUGIÉES AU SEIN DES ORGANISATIONS**

### **1. L'appropriation**

Les femmes migrantes et réfugiées sont souvent tenues éloignées des biens qu'elles créent. Elles travaillent souvent dans une usine où le processus de vente des biens n'est pas nécessairement partagé avec les femmes elles-mêmes et elles ignorent ce que deviennent les objets qu'elles créent. En fait, le travail dans l'artisanat est surtout un moyen de développer des compétences. Il est rare que les migrantes et les migrants

soient engagés dans un parcours entrepreneurial, ils sont plutôt bénéficiaires d'un service. Les organisations sont bloquées dans un processus où elles offrent quelque chose de consommable (par exemple, la formation des compétences pour les migrants) plutôt que de permettre aux migrants d'acquérir de l'assurance, un pouvoir de décision et une réelle autonomie.

Toutefois, les migrantes et les migrants ont parfois l'opportunité de jouer un rôle de leadership à long terme au sein d'une organisation (comme au sein de « Love Welcomes », par exemple, où un migrant occupait le rôle de représentant ou au sein de « Melissa Network » ou « Naomi » où des migrants étaient médiateurs). Il y a un fossé significatif en fonction du temps que les femmes migrantes ont déjà passé dans le pays. Celles qui sont dans le pays depuis plus longtemps et qui sont bien établies au sein de la communauté sont davantage en mesure d'être autonomes ou d'assurer des rôles de leadership. Les compétences linguistiques jouent un rôle essentiel à cet égard.

## 2. Le partage des compétences

Certaines organisations ont tiré parti des compétences artisanales préexistantes des migrantes. « Naomi » a formé des femmes dans le domaine des compétences relatives au lieu de travail pour qu'elles puissent ensuite les partager avec une communauté plus large de migrantes (apprentissage entre pairs). « Melissa Network », « Ankaa » et « Action for women » ont tiré parti d'un système d'apprentissage entre pairs en plaçant les migrantes en position de leaders pour les cours. Cette démarche était très pertinente, car cela a donné encore plus d'assurance aux leaders. Cependant, il est compliqué d'identifier les femmes qui ont les compétences pour enseigner quelque chose et pour être de bonnes pédagogues tout en ayant les compétences linguistiques nécessaires, etc. Lorsque de telles conditions sont réunies, il y a davantage d'opportunités formelles pour les femmes réfugiées de travailler en toute sécurité avec des conditions de travail décentes.

La comparaison des cas étudiés montre les différences de capacité organisationnelle entre les organisations et ouvre des pistes de réflexion sur la façon dont elles pourraient se compléter entre elles. Par exemple, « Love Welcomes » pourrait inspirer « ANKAA » et « Naomi », en Grèce, dans le sens où ces deux organisations pourraient construire davantage de partenariats avec des entreprises pour trouver des options de financement et des canaux de distribution de produits. De son côté, « 10 Million Women » pourrait collaborer avec ces trois organisations pour élargir sa portée et trouver de meilleures opportunités de vente. **En Italie et en Grèce**, les services sociaux et les associations tentent de soutenir les migrantes et les migrants en recherchant des logements, des opportunités d'emploi, etc. Cependant, les migrantes et les migrants eux-mêmes disposent de peu d'autonomie pour faire leur propre choix en fonction de leurs intérêts et de leurs expériences individuelles, alors même que lorsqu'ils obtiennent la régularisation de leur situation, ils perdent soudainement un soutien important, n'ayant plus le statut de réfugié. Ils deviennent alors totalement autonomes (ce qui est considéré comme une opportunité), mais ne bénéficient plus des services d'aide, ce qui est très difficile pour eux, car ils n'ont pas facilement accès au marché de l'emploi.

# RECOMMANDATIONS DE PRINCIPE

Les recommandations de principes présentées ci-dessous sont issues des entretiens approfondis menés avec les hommes et les femmes migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, ainsi qu'avec le personnel des organismes, des organisations à but non lucratif ou gouvernementales et des associations qui viennent en aide aux migrantes et aux migrants dans toute l'Europe. Ces recommandations visent à faire progresser leurs perspectives et à mettre en lumière les domaines dans lesquels un changement de politique pourrait améliorer de manière tangible leur situation.

## **1. L'ÉLABORATION DES POLITIQUES ET LA CONCEPTION DES PROJETS DEVRAIENT TENIR COMPTE DE L'EXPÉRIENCE INTERDIMENSIONNELLE DES MIGRANTES ET DES MIGRANTS CONCERNÉS, EN CONSIDÉRANT ÉGALEMENT, MAIS SANS S'Y LIMITER, LEUR SEXE, LEUR RELIGION, LEUR PAYS D'ORIGINE ET LEUR LANGUE, AFIN DE LUTTER CONTRE LA DISCRIMINATION ET DE L'ÉLIMINER.**

- Les plans gouvernementaux et les organismes devraient investir dans des projets, des politiques et des programmes qui prennent en compte la culture et qui reconnaissent les ajustements liés aux différences culturelles.
- Les rôles de médiateur culturel permettent aux migrantes et aux migrants de se soutenir mutuellement entre pairs et constituent une ressource précieuse qui devrait être étendue, y compris en termes de rémunération et de portée. Par exemple, les organisations et les gouvernements peuvent créer ces types d'emplois récompensant les compétences non techniques que les migrantes et les migrants déjà établis ont développées dans le secteur public au sens large (par exemple, dans le domaine de l'éducation des enfants ou au sein des hôpitaux et des maternités), afin de répondre au besoin des nouveaux migrants et migrantes.

## **2. LES ORGANISATIONS QUI TRAVAILLENT ACTUELLEMENT À TRAVERS L'EUROPE POUR SOUTENIR LES MIGRANTES ET LES MIGRANTS FONT UN TRAVAIL ESSENTIEL QUI CONSTITUE UN ATOUT POUR LEURS COMMUNAUTÉS, PUISQU'IL FACILITE LA MOBILITÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE ET L'INTEGRATION. TOUTEFOIS, CES ORGANISATIONS ONT BESOIN D'INVESTISSEMENTS ET DE RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES POUR RÉPONDRE À L'ENSEMBLE DES BESOINS.**

- Quelle que soit la structure organisationnelle très variable (coopératives sociales, associations, organisations à but non lucratif), trois éléments clés sont apparus : l'importance de l'acquisition de la langue pour réduire les barrières linguistiques, les programmes d'aide juridique qui contribuent à la régularisation du statut juridique des migrantes et des migrants et à la possibilité de travailler légalement, et la formation

professionnelle. Les politiques gouvernementales devraient permettre aux organisations de mener une politique dite de la porte ouverte, sans faire aucune discrimination sur la base du statut légal, afin que tout le monde puisse intégrer l'association en toute sécurité, ce qui entraîne une amélioration du bien-être de la communauté dans son ensemble.

- Dans les quatre pays étudiés, les organisations étaient limitées par leur capacité financière. Cela crée des incohérences importantes dans la qualité des programmes mis en œuvre, ainsi que des inégalités dans les résultats.
- La langue est la pierre angulaire de l'intégration ; les organisations qui se concentrent sur le développement de compétences linguistiques partagées sont les plus avancées pour ensuite contribuer à la formation professionnelle secondaire. En outre, les ateliers de langue aident à la création d'une communauté et à l'intégration des migrantes et des migrants au sein de l'association. Les compétences linguistiques doivent se concentrer sur des outils de conversation réalistes et quotidiennement nécessaires qui aideront les migrantes et migrants à se frayer un chemin dans la communauté (par exemple, des compétences pratiques telles que la façon de parler dans un milieu médical, pour que les migrantes et les migrants n'en viennent pas à éviter les services de santé dont ils ou elles auraient besoin).
- Les capacités technologiques et relatives à Internet entravent l'efficacité organisationnelle. Actuellement, les organisations n'ont pas une forte présence en ligne, ce qui rend difficile pour les migrantes et les migrants la recherche des services dont ils ont besoin et la façon d'y accéder. De plus, cela limite la capacité des organisations à collecter des fonds, à vendre des biens artisanaux à un public plus large, mais aussi à augmenter leur capacité financière.

### **3. LES POLITIQUES ET LES PROGRAMMES DEVRAIENT ADOPTER UNE PERSPECTIVE SEXOSPECIFIQUE INTEGRANT DES DISPOSITIONS POUR LES BESOINS UNIQUES DES FEMMES MIGRANTES ET REFUGIÉES.**

- Lorsque les services aux migrants sont proposés à la fois aux hommes et aux femmes, les espaces sont souvent dominés par les hommes en raison des normes et des pratiques sociales. Par conséquent, investir dans des espaces réservés aux femmes et en élargir l'accès peut donner plus d'autonomie aux femmes et les rendre pleinement engagées dans les services.
- Les associations, les organisations à but non lucratif et d'autres groupes devraient montrer l'exemple en encourageant la progression des carrières féminines au sein de leur propre organigramme. Les organismes interrogés qui étaient entièrement dirigés par des femmes avaient un groupe de bénéficiaires très engagés et étaient très bien préparés pour répondre aux besoins des femmes bénéficiaires.
- L'un des obstacles importants à l'intégration socio-économique des femmes était la charge de travail représentée par les tâches de soin non rémunérées, en particulier la garde d'enfants. Sans une solution abordable de garde d'enfants, les femmes ne peuvent pas accéder à un travail rémunéré à l'extérieur du foyer et sont confrontées à des difficultés d'intégration socio-économique (comme l'acquisition de la langue).

Les gouvernements et les associations devraient investir dans des programmes de garde d'enfants et en élargir l'accès. Les services de garde d'enfants avec des groupes de taille adaptée à l'âge peuvent également faciliter l'intégration communautaire et l'acquisition de la langue chez les enfants eux-mêmes.

#### **4. LES GOUVERNEMENTS ET LES CONSOMMATEURS DANS LEUR ENSEMBLE PEUVENT FAIRE DAVANTAGE POUR RECONNAÎTRE À LEUR JUSTE VALEUR LES COMPÉTENCES ARTISANALES ACQUISES ET REMUNÉRER ÉQUITABLEMENT LA RÉALISATION DE PRODUITS ARTISANAUX FABRIQUÉS A LA MAIN.**

- Compte tenu de la nature chronophage inhérente à la création de produits artisanaux faits à la main, de nombreuses organisations interrogées ont exprimé une préférence pour un partenariat avec le secteur du luxe ou d'autres partenaires haut de gamme, afin de s'assurer que les fabricants soient correctement rémunérés, conformément à leur temps de travail et à leurs compétences.
- De plus, les organismes de surveillance et les agences gouvernementales peuvent faire davantage pour dénoncer les conditions de travail dangereuses, l'exploitation et les pratiques de prédation contre les migrantes et les migrants dans le secteur souvent informel de l'artisanat.
- Les organisations devraient investir pour inscrire les produits fabriqués dans le cadre de leurs programmes sur des sites de vente en ligne, comme par exemple « MADE51 » du HCR, afin de vendre leurs produits artisanaux de façon plus efficace et sur un marché plus vaste.

#### **5. LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX À TOUS LES NIVEAUX, DES ORGANISATIONS MULTILATÉRALES AUX SERVICES MUNICIPAUX, PEUVENT FAIRE DAVANTAGE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS COMPLEXES DES MIGRANTES ET DES MIGRANTS.**

- Des fonds publics et privés supplémentaires devraient être alloués aux services sociaux, à la formation professionnelle et à d'autres services axés sur les besoins des migrantes et des migrants. Les gouvernements devraient en particulier allouer des fonds supplémentaires pour rationaliser les processus de migration, par exemple en réduisant le temps de traitement des dossiers administratifs et en actualisant l'état de leur statut migratoire avec précision et en temps voulu.
- Pour faciliter l'intégration socio-économique au sein de la communauté, des fonds supplémentaires devraient être destinés aux logements à loyer modéré et aux frais de subsistance. De plus, pour faciliter l'accès aux services existants et s'assurer que les migrants bénéficient des services auxquels ils ont droit (programmes de réinstallation des réfugiés, services de santé, etc.), les organismes gouvernementaux

devraient fournir des services de traduction ainsi que d'autres outils à destination des migrantes et migrants qui ne maîtrisent pas la langue locale.

- Il est de la responsabilité des gouvernements de fournir aux migrantes et aux migrants les moyens de s'intégrer socio-économiquement au sein des communautés, mais le ressentiment anti-immigration actuel a conduit les gouvernements à ne pas soutenir ces personnes. Actuellement, les organismes et les organisations à but non lucratif comme ceux qui ont été interrogés dans le cadre de ce projet prennent le relais, en fournissant des services aux migrantes et migrants et en répondant à leurs besoins dans la mesure du possible, cependant, ils ne disposent pas de ressources suffisantes pour répondre pleinement à la demande.
- Un grand nombre de migrantes et de migrants ont vu leur parcours éducatif interrompu ou disposent d'une formation limitée, et il serait très profitable pour eux de bénéficier de programmes renforcés de formation pour adultes. Enfin, de nombreux programmes de formation existants mettent l'accent sur le niveau débutant ou initial, ce qui laisse un vide pour les formations de niveaux intermédiaires et avancés.

# CONCLUSIONS

Ce rapport a étudié les possibilités d'intégration socio-économique des femmes migrantes en Europe par l'artisanat. Le rapport s'est concentré sur l'analyse de projets et d'initiatives mis en œuvre dans quatre pays : l'Italie, la Grèce, la France et le Royaume-Uni. Ces pays ont été sélectionnés après une large analyse documentaire de la situation européenne de la migration et de l'artisanat. Pour chacun de ces pays, des recherches approfondies ont été menées. Tout d'abord, le rapport a mis en évidence les résultats de la vaste recherche documentaire effectuée afin d'examiner de manière critique la littérature existante sur l'histoire récente des migrations dans les pays étudiés, le cadre juridique des migrations, les comportements sociopolitiques face aux migrations, l'état de l'artisanat et les normes de genre. Ensuite, le rapport s'est concentré sur l'analyse des résultats des enquêtes menées sur le terrain dans chacun des pays concernés. Au cours des déplacements sur le terrain, les chercheurs ont rencontré des organisations travaillant avec des migrantes et des migrants dans le secteur de l'artisanat afin de favoriser leur intégration socio-économique. Les éléments qui sont ressortis de ces entretiens ont façonné les études de cas des organisations étudiées dans le présent rapport. De plus, une analyse comparative des conclusions des études de cas a été réalisée afin d'évaluer la différence entre les expériences des femmes migrantes en fonction du pays vers lequel elles migrent, les meilleures pratiques et les aspects à améliorer en fonction du contexte migratoire de chaque pays. Enfin, des recommandations politiques ont été présentées, afin de fournir aux décideurs et aux professionnels une vision claire et concrète des moyens de favoriser l'intégration socio-économique des femmes migrantes et réfugiées en Europe grâce à l'artisanat.

Les recommandations politiques et les éclairages de ce rapport peuvent être utilisés par les décideurs au niveau local, national et international, ainsi que par des particuliers, des associations et des entreprises travaillant directement dans le domaine de l'intégration. C'est aux décideurs politiques que revient la responsabilité première de développer des initiatives visant à surmonter les défis soulevés par l'intégration socio-économique des femmes migrantes grâce à l'artisanat. Ils peuvent pour ce faire réviser les politiques et les procédures existantes et consacrer davantage de ressources au secteur tertiaire. En effet, les organisations qui travaillent actuellement à travers l'Europe pour soutenir les migrantes et les migrants font un travail essentiel qui constitue un atout pour les communautés en facilitant la mobilité socio-économique et l'intégration. Toutefois, ces organisations ont besoin d'investissements et de ressources supplémentaires pour répondre à l'ensemble des besoins. En outre, l'élaboration des politiques et la conception des projets devraient tenir compte du contexte et du vécu interdimensionnels des migrantes et des migrants auxquels ils s'adressent, et en particulier, mais sans s'y limiter, de leur sexe, de leur religion, de leur pays d'origine et de leur langue, et leur but doit être de traiter et d'éliminer la discrimination. Enfin, il est fondamental que les gouvernements élaborent des politiques et soutiennent des initiatives visant spécifiquement à répondre aux besoins des femmes migrantes et réfugiées par le biais de programmes subventionnés de garde d'enfants et à destination des familles. Les associations, les entreprises sociales et les personnes travaillant dans le domaine de l'intégration peuvent tout particulièrement tirer bénéfice des perspectives données dans les études de cas présentées dans ce rapport. Ces perspectives peuvent permettre d'éclairer la méthodologie d'auto-évaluation des entités, en mettant en évidence les meilleures pratiques et les aspects à améliorer dans la méthodologie pratique adoptée par les organisations étudiées. De plus, un important réseau coopératif peut être mis en place entre les organisations poursuivant des objectifs similaires, tant au niveau de chaque pays qu'au niveau international.